Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 28 mai 1998
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Violence familiale au Canada – un profil statistique,** 1996 3
  En 1996, dans 89 % des agressions conjugales signalées à la police, les victimes étaient des femmes, alors que dans 11 % des cas, elles étaient des hommes. Entre 1993 et 1996, les affaires de violence conjugale déclarées ont chuté de 7 %.

- **Le point sur la population active – travailleurs âgés,** 1997 6
  La prochaine génération de travailleurs âgés (ceux actuellement âgés entre 45 et 54 ans) pourrait être soumise à des pressions différentes de celles qui s'exercent sur la génération actuelle de travailleurs âgés (55 à 64 ans).

AUTRES COMMUNIQUÉS

Emploi, rémunération et heures de travail, mars 1998 9

Incidence de la technologie et du commerce sur l'écart salarial entre les cols blancs et les cols bleus du secteur de la fabrication 11

(suite à la prochaine page)

Le point sur la population active – travailleurs âgés
Printemps 1998

Le présent numéro de la publication *Le Point sur la population active* traite des travailleurs âgés. Il décrit les principales tendances sur le marché du travail, les caractéristiques des travailleurs et travailleuses âgés de plus de 55 ans et les risques qu'ils en viennent à perdre leur emploi. Également, il examine brièvement les tendances sur le plan de la retraite ainsi que les distinctions possibles entre les travailleurs âgés d'aujourd'hui et ceux de la prochaine génération.

Le point sur la population active inclut chaque trimestre les données les plus à jour et les tendances pertinentes concernant un aspect particulier du marché du travail. Des commentaires éclairés, des graphiques et des tableaux analytiques permettent des références concises et à jour sur le sujet et pourront servir de point de départ pour la poursuite des recherches.

Paraissant aujourd'hui, le numéro du printemps 1998 de la publication *Le point sur la population active* (71-005-XPB, 29 $ / 96 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Nathalie Caron au (613) 951-4168, Division des enquêtes-ménages.

AUTRES COMMUNIQUÉS – fin

Dépenses en immobilisations par type d'actif, 1996 12
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 23 mai 1998 13
Revue des céréales et des graines oléagineuses, mars 1998 13
Stocks de viande congelée, mai 1998 13
Stocks de poisson congelé, 1997 13

NOUVELLES PARUTIONS

14

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Violence familiale au Canada – un profil statistique

1996

En 1996, dans 89 % des agressions conjugales signalées à la police, les victimes étaient des femmes, alors que dans 11 % des cas, elles étaient des hommes. Entre 1993 et 1996, les affaires de violence conjugale déclarées ont chuté de 7 %.

Toutefois, la tendance varie selon qu'il s'agit d'une victime de sexe masculin ou féminin. Le nombre d'affaires impliquant des victimes de sexe masculin a augmenté de 6 %, tandis que le nombre d'affaires impliquant des victimes de sexe féminin a diminué de 9 %.

Cette diminution globale du nombre d'agressions conjugales déclarées correspond à la diminution des taux globaux de criminalité pendant cette même période. De plus, il y a eu une diminution du nombre de contrevenants ayant commis des agressions conjugales et qui ont utilisé une arme ou infligé des blessures graves à leur victime.

L'Enquête sur la violence envers les femmes de 1993 permet l'analyse d'un bon nombre de facteurs influant sur le risque d'être victime d'une agression contre la conjointe. La violence psychologique par les conjoints de sexe masculin constitue le facteur de risque le plus important, plus particulièrement lorsque l'homme maltraite verbalement sa femme dans le but de la dénigrer. Le jeune âge du couple (18 à 24 ans), le fait de vivre en union libre, le chômage chronique du partenaire masculin et le fait d'avoir été témoin de violence pendant l'enfance (tant chez les hommes que les femmes) augmentaient également le risque de victimisation.

Les parents responsables d'agressions envers les enfants

En 1996, des enfants de moins de 18 ans ont été victimes dans 22 % des crimes de violence signalés à la police. Dans un cinquième des agressions physiques et dans le tiers (32 %) des agressions sexuelles commises contre des enfants, les auteurs étaient des membres de la famille.

Ce sont généralement les parents qui étaient les auteurs des agressions physiques (64 %) et sexuelles (43 %) familiales commises contre un enfant. Les pères étaient responsables de 73 % des agressions physiques et de 98 % des agressions sexuelles commises par un parent.

Les filles et les garçons semblent être plus susceptibles d'être victimes d'agressions par un

Note aux lecteurs

Dans le cadre de l'Initiative de lutte contre la violence familiale du gouvernement fédéral, le Centre canadien de la statistique juridique présente un nouveau rapport annuel intitulé La violence familiale au Canada – un profil statistique*. Celui-ci vise à fournir les données les plus à jour sur la nature et l'étendue de la violence familiale au Canada et à surveiller les tendances dans le temps. Les prochains rapports proposeront une orientation ou un thème spécial. Ce rapport (le premier de la série) fournit un aperçu général des données les plus récentes sur la violence à l'égard des conjoints, des enfants et des adultes âgés.*

Source de données

Les données du rapport sont extraites de nombreuses sources, y compris les rapports policiers du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC II), l'Enquête sur l'homicide, l'Enquête sur la violence envers les femmes de 1993 et l'Enquête sur les maisons d'hébergement.

Le programme DUC II recueille des renseignements détaillés sur les affaires criminelles signalées à la police, y compris les caractéristiques des victimes et des accusés. Cette enquête recueille des données auprès de 154 services policiers dans six provinces représentant 47 % du volume national des infractions prévues au Code criminel*. Même si cette enquête constitue une riche base de données analytique, les lecteurs sont mis en garde parce que ces données ne sont pas représentatives à l'échelle nationale; les répondants du Québec représentent 39 % du total et ceux de l'Ontario, 38 %. De plus, ces données proviennent en grande partie des services policiers des centres urbains.*

L'Enquête sur l'homicide recueille des données déclarées par la police sur les affaires d'homicide à l'étendue du Canada ainsi que les caractéristiques des victimes et des accusés. L'homicide comprend le meurtre au premier degré, le meurtre au deuxième degré, l'homicide involontaire coupable et l'infanticide.

Effectuée par Statistique Canada, l'Enquête sur la violence envers les femmes de 1993 a été financée par Santé Canada. Un échantillon aléatoire de 12 300 femmes anglophones et francophones âgées de 18 ans et plus ont été interviewées par téléphone au sujet de leurs expériences vis-à-vis la violence physique et sexuelle, le harcèlement sexuel et sur leur perception de leur propre sécurité. Des ménages dans les dix provinces ont été contactés. Les femmes vivant en institution et dans les territoires n'ont pas été incluses dans l'Enquête.

L'Enquête sur les maisons d'hébergement recueille des renseignements au sujet des maisons d'hébergement pour femmes violentées, des résidantes et de leurs enfants, ainsi que des services fournis.

membre de la famille à différents stades de leur développement. Les filles risquaient davantage d'être victimes d'agressions sexuelles entre les âges de 12 et 15 ans, tandis que les garçons étaient plus à risque entre les âges de 4 et 8 ans. La probabilité pour les filles d'être agressées physiquement augmentait avec l'âge, atteignant un sommet à l'âge de 17 ans. Chez les garçons, cette probabilité d'agression physique atteignait son point culminant à 13 ans et diminuait ensuite.

Les personnes âgées victimes des actes des enfants adultes et du conjoint

Les adultes âgés de plus de 65 ans représentaient 2 % des victimes des crimes de violence signalés à la police, et dans un cinquième de ces cas, des membres de la famille étaient en cause. Dans l'ensemble, les enfants adultes (44 %) et les conjoints (34 %) étaient responsables de la majorité des actes de violence familiale commis contre les personnes âgées.

Les conjoints sont les principaux responsables des mauvais traitements infligés aux femmes par un membre de la famille. Selon les rapports de police, les femmes âgées (65 ans et plus) ont été plus souvent victimes d'un mauvais traitement de la part d'un conjoint ou d'un ex-conjoint (42 % des femmes comparativement à 18 % des hommes), tandis que les hommes âgés ont été plus souvent agressés par un enfant adulte (59 % des hommes comparativement à 37 % des femmes).

La violence familiale souvent précurseur des homicides familiaux

Les meurtres de conjoints sont souvent précédés d'antécédents de violence. Entre 1991 et 1996, dans plus de la moitié des homicides de conjoints (56 %), les agents de police étaient au courant de l'existence antérieure d'incidents de violence conjugale entre les victimes et les suspects. Dans le quart des homicides familiaux commis contre des enfants et des personnes âgées, il y avait également des antécédents de violence connus.

Entre 1977 et 1996, 12 666 personnes ont été victimes d'un homicide au Canada et un tiers de ces homicides mettait en cause un membre de la famille (4 193 victimes). La catégorie la plus importante d'homicides familiaux commis durant cette période impliquait des conjoints (49 %); venaient ensuite les enfants tués par un parent (22 %); puis les parents tués par un enfant (10 %).

Quant aux enfants de moins de 18 ans, le risque d'homicide le plus élevé survient au cours des deux premières années de la vie. En 1996, le taux d'homicides commis sur des enfants de moins de 2 ans était 7 fois plus élevé que le taux pour les enfants âgés de 2 à 17 ans.

La violence familiale au Canada – un profil statistique, 1998 (85-224-XPF, 25 $; Internet: 85-224-XIF, gratuit) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. □

Parents les plus susceptibles d'être les auteurs d'agression familiale contre les enfants

	Agression physique			Agression sexuelle		
Relation accusé - victime	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
Total	**6 160**	**10 199**	**16 359**	**5 009**	**1 465**	**6 474**
%	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Familiale (%)	30	14	20	33	30	32
Non familiale (%)	66	80	75	61	63	62
Inconnue (%)	4	5	5	6	7	6
Total des agressions familiales	**1 855**	**1 473**	**3 328**	**1 662**	**440**	**2 102**
%	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Parent (%)	59	70	64	42	48	43
Frère ou soeur (%)	21	21	21	29	24	28
Famille étendue[1] (%)	6	8	7	27	28	27
Époux - épouse (%)	14	1	8	2	1	1

[1] *Inclut les autres personnes liées à la victime par le sang ou le mariage (grand-parents, tantes, oncles, cousins, beaux-parents, par exemple).*
Note: Le total peut ne pas correspondre en raison de l'arrondissement.

■

Le point sur la population active – travailleurs âgés

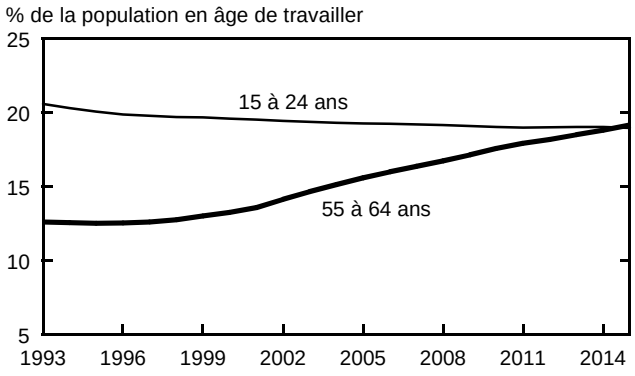
1997

Comparativement à il y a 20 ans, les travailleurs âgés sont moins susceptibles d'être actifs sur le marché du travail. Au cours des années 90, on s'est inquiété du fait que la baisse constante du taux d'activité indique que les travailleurs âgés (et plus particulièrement les hommes) risquent de plus en plus de perdre leur emploi, étant donné que les employeurs, désireux de réduire leur masse salariale, choisissent de ne plus faire appel à leurs compétences et à leurs services. Ces notions ont par ailleurs été renforcées par le constat que l'emploi chez les hommes âgés a diminué plus tôt au début de la décennie.

Cependant, en raison des changements démographiques, la prochaine génération de travailleurs âgés pourrait connaître des perspectives d'emploi meilleures. Les travailleurs âgés de demain pourraient être encouragés à demeurer sur le marché du travail plus longtemps que les travailleurs âgés d'aujourd'hui.

Cette situation pourrait se produire du fait qu'il y aura relativement moins de travailleurs âgés de 25 à 54 ans pour subvenir aux besoins des jeunes et des aînés dans les années à venir. Plus la population vieillira, plus le bassin de travailleurs âgés s'élargira. Entre 1976 et 1997, les personnes âgées de 55 à 64 ans représentaient 13 % de la population en âge de travailler. Cette proportion a toutefois commencé à augmenter au début de 1998 et devrait atteindre 20 % en 2015.

Les 55 à 64 ans représenteront une part croissante de la population en âge de travailler



Note: En supposant une croissance élevée.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué a été rédigé à partir du profil des travailleurs âgés, esquissé dans le numéro du printemps 1998 de la publication intitulée Le point sur la population active*, qui paraît aujourd'hui.*

Cette publication fait appel aux données actuelles et historiques sur les travailleurs et travailleuses âgés de plus de 55 ans et décrit les principales tendances sur le marché du travail, les caractéristiques de ces travailleurs âgés et les risques qu'ils en viennent à perdre leur emploi. Également, elle examine brièvement les tendances sur le plan de la retraite ainsi que les distinctions possibles entre les travailleurs âgés d'aujourd'hui et ceux de la prochaine génération.

Les données sur lesquelles se fonde cette publication proviennent de l'Enquête sur la population active, mais également d'autres sources, telles que l'Enquête de 1995 sur les horaires et les conditions de travail, l'Enquête sur les finances des consommateurs, l'Enquête de 1996 sur les changements à l'égard de l'emploi, l'Enquête sociale générale et l'Enquête sur les régimes de pensions au Canada.

On assistera par conséquent à une transformation importante de la pyramide des âges. Au début des années 90, il y avait 64 % plus de travailleurs âgés de 15 à 24 ans que de travailleurs âgés de 55 à 64 ans. Cependant, en 2015, il y aura 12 % moins de travailleurs âgés de 15 à 24 ans que de travailleurs âgés de 55 à 64 ans.

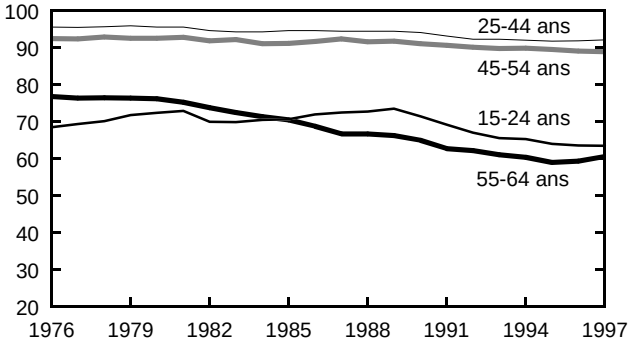
Les hommes âgés sont moins susceptibles qu'il y a 20 ans d'être sur le marché du travail

Le taux d'activité régresse depuis 20 ans chez les hommes âgés de 55 à 64 ans. En 1976, 76,7 % d'entre eux travaillaient ou étaient activement à la recherche d'un emploi, comparativement à 60,6 % en 1997.

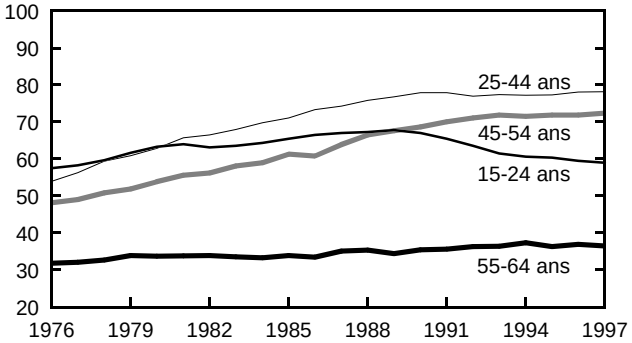
L'activité des femmes âgées diffère de celle des hommes âgés. Les femmes âgées sont plus susceptibles de faire partie de la population active: leur taux d'activité, qui s'établissait à 31,8 % en 1976, a atteint 36,5 % en 1997.

Le taux d'activité montre une baisse à long terme chez les hommes âgés et une hausse chez les femmes âgées

Population active masculine en % de la population masculine âgée de 15 ans et plus



Population active féminine en % de la population féminine âgée de 15 ans et plus



La diminution du taux d'activité chez les hommes dans les années 70 et 80 s'explique probablement par le nombre croissant d'hommes âgés qui prennent leur retraite tôt et qui profitent des programmes de retraite publics et privés qui leur sont offerts. Dans les années 90, on craint de plus en plus que les risques de perte involontaire d'emploi soient plus élevés pour les hommes âgés que pour les jeunes adultes dans un marché qui privilégie de plus en plus les études postsecondaires, les compétences technologiques et la souplesse d'emploi.

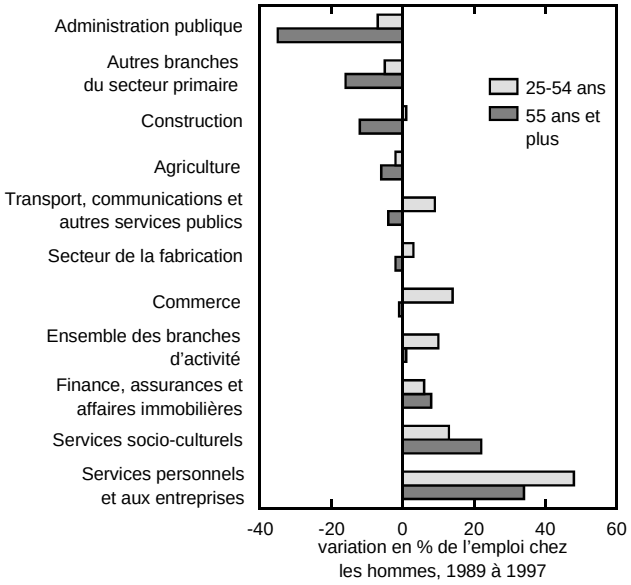
De récentes données semblent indiquer que le risque de perte d'emploi est surestimé pour la plupart des travailleurs âgés d'aujourd'hui. Néanmoins, selon certaines indications, le marché du travail est devenu plus précaire dans les années 90, du moins pour certains travailleurs âgés.

Le risque que les travailleurs âgés perdent leur emploi était légèrement plus élevé que pour les travailleurs du groupe d'âge principal (25 à 54 ans) au début des années 90. Le taux de mise à pied des travailleurs âgés – ceux-là mêmes qui risquaient le moins de perdre leur emploi à la fin des années 70 – a augmenté durant les années 80, pour atteindre en 1994 un niveau légèrement supérieur au taux pour les travailleurs âgés de 35 à 54 ans.

Une fois mis à pied, les travailleurs âgés étaient proportionnellement deux fois plus nombreux que ceux du groupe d'âge principal à être toujours en chômage un an plus tard (63 % comparativement à 30 %). Ceux qui étaient relativement peu scolarisés et ceux qui résidaient dans les régions ayant un taux de chômage élevé (provinces de l'Atlantique et Québec) étaient particulièrement vulnérables.

Dans les années 90, les pertes d'emploi chez les hommes âgés ont été concentrées dans quelques branches d'activité (principalement dans l'administration publique). L'emploi dans l'administration publique pour les hommes âgés a diminué de 35 % entre 1989 et 1997. Cette baisse est beaucoup plus importante que la diminution de 7 % du nombre de fonctionnaires parmi les hommes du groupe d'âge principal. Il est toutefois raisonnable de présumer que la grande majorité des travailleurs âgés qui ont quitté la fonction publique dans le cadre du programme de réduction des effectifs touchent des prestations de retraite et qu'un grand nombre ont bénéficié d'un programme de retraite anticipée.

L'emploi dans l'administration publique a chuté chez les hommes âgés



Le travail indépendant et le travail à temps partiel sont aujourd'hui des formes d'emploi plus courantes qu'il y a 20 ans pour les hommes âgés. Alors que la proportion des travailleurs indépendants n'a augmenté que de quelques points dans la plupart des groupes d'âge, elle a fait un bond marqué chez les travailleurs âgés de 55 ans et plus, passant de 21 % en 1976 à 33 % en 1997.

En 1976, 7 % des hommes embauchés travaillaient à temps partiel. En 1997, ce taux a doublé, pour s'établir à 15 %, soit une proportion trois fois plus élevée que celle des hommes du groupe d'âge principal (25 à 54 ans). Durant la même période, la proportion des femmes âgées embauchées travaillant à temps partiel est passée de 27 % à 36 %. En 1997, 24 % des femmes appartenant au groupe d'âge principal travaillaient moins de 30 heures par semaine.

Dans la majorité des cas, les travailleurs âgés travaillent à temps partiel parce qu'ils le veulent. Parmi les hommes et femmes âgés qui travaillent à temps partiel, huit sur dix le font volontairement, comparativement à 41 % et à 66 %, respectivement, pour les hommes et les femmes âgés de 25 à 54 ans.

Les générations futures de travailleurs pourraient connaître un meilleur sort

Plusieurs caractéristiques semblent indiquer que les futures générations de travailleurs pourraient mieux tirer leur épingle du jeu. Par exemple, elles se sont mieux adaptées aux changements technologiques et à la formation en cours d'emploi. Les travailleurs âgés de demain sont beaucoup plus susceptibles de se servir déjà d'un ordinateur ou d'autres technologies associées au travail. En 1994, 39 % seulement des hommes âgés utilisaient un ordinateur dans leur emploi, alors que la proportion s'établissait à 46 % pour ceux âgés de 45 à 54 ans, soit presque autant que pour le groupe des 35 à 44 ans (50 %).

On observe une tendance analogue chez les femmes. Même si 38 % seulement des travailleuses âgées se servaient d'un ordinateur, la proportion passait à 50 % pour celles âgées de 45 à 54 ans et à 60 % pour les travailleuses plus jeunes. Cette amélioration des compétences en ce qui touche l'utilisation de l'ordinateur aidera les travailleurs âgés de demain à se maintenir en selle dans les milieux de haute technologie, où les emplois font appel à la manipulation de l'information, plutôt qu'à la force physique.

De surcroît, pour acquérir la souplesse que le marché du travail actuel semble exiger, les travailleurs âgés de demain sont plus enclins à participer à des activités de formation et de perfectionnement. En 1994, seulement 24 % des travailleurs âgés de 45 à 54 ans avaient pris part à de telles activités, comparativement à seulement 10 % pour les travailleurs âgés d'aujourd'hui.

En outre, comparativement aux travailleurs âgés d'aujourd'hui, le niveau de scolarité des travailleurs âgés de demain se rapproche davantage de celui de leurs collègues plus jeunes. Parmi les travailleurs âgés de 45 à 54 ans, près d'un sur cinq détenait un diplôme universitaire en 1997, soit à peu près autant que les travailleurs plus jeunes et près du double des travailleurs âgés de 55 à 64 ans (12 %). De même, si l'on regarde les divers groupes d'âge dans un ordre décroissant, on constate que le nombre de travailleurs qui n'ont pas fait d'études secondaires diminue sensiblement selon l'âge.

Le point sur la population active – les travailleurs âgés (71-005-XPB, 29 $ / 96 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean-Marc Lévesque au (613) 951-2301, Enquête sur la population active, Division des enquêtes-ménages. Télécopieur: (613) 951-2869. Internet: *levejea@statcan.ca*. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Emploi, rémunération et heures de travail

Mars 1998 (données provisoires)

La rémunération hebdomadaire moyenne est demeurée pratiquement inchangée en mars, à 607,76 $. La rémunération hebdomadaire moyenne est de 1,9 % plus élevée que celle observée en mars 1997. Durant les trois derniers mois, son taux de croissance d'une année à l'autre a fluctué entre 1,5 % et 2,0 %. La rémunération moyenne des salariés à salaire fixe et celle des salariés rémunérés à l'heure ont augmenté, tandis que celles des autres salariés et des vendeurs rémunérés à la commission ont baissé. Les bonis payés aux vendeurs rémunérés à la commission dans le secteur de la finance, des assurances et des affaires immobilières étaient moins élevés cette année, lorsque comparés à ceux payés en 1997. Ils ont ainsi contribué à la diminution de la rémunération hebdomadaire moyenne des autres salariés.

Au cours de la dernière année, les industries des branches productrices de biens ont généralement enregistré une croissance plus élevée de la rémunération que celles des branches productrices de services. Depuis mars 1997, les salariés du secteur des mines, des industries manufacturières ainsi que de la construction ont vu leur rémunération augmenter de plus de 3,7 %. En contrepartie, plusieurs salariés des industries de branches productrices de services (telles que la finance, les assurances et les affaires immobilières, les services d'enseignement, les services de soins de santé, l'hébergement et la restauration, les services divers ainsi que l'administration publique) ont vu leur rémunération hebdomadaire moyenne baisser.

Le nombre d'heures travaillées en moyenne par les salariés rémunérés à l'heure a légèrement augmenté, passant de 30,9 en février à 31,0 en mars. Toutefois, durant la dernière année, le nombre d'heures hebdomadaires moyen des employés rémunérés à l'heure a diminué, passant de 31,2 à 31,0 (principalement à la suite d'une baisse du nombre d'heures supplémentaires payées et d'une augmentation du nombre de salariés). Le nombre total d'heures travaillées par les salariés rémunérés à l'heure a augmenté de 2,0 % lorsque comparé à l'année précédente, la hausse de l'embauche de salariés compensant plus que la diminution de la moyenne du nombre d'heures payées.

Le nombre total de salariés est demeuré pratiquement inchangé en mars, diminuant de seulement 12 800. Le nombre de salariés rémunérés a ainsi enregistré peu de changement pour un deuxième mois consécutif, faisant suite à la forte croissance généralisée de l'emploi depuis l'automne 1996. Le nombre de salariés est demeuré pratiquement inchangé dans la plupart des provinces, à l'exception de la Colombie-Britannique, qui a enregistré une baisse du nombre de salariés pour un deuxième mois consécutif. Les pertes d'emplois dans cette province ont eu lieu dans presque toutes les industries. Les baisses les plus importantes ont été enregistrées dans les industries manufacturières, la construction et les services divers.

Le programme de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est actuellement dans la phase finale d'un projet de remaniement important étalé sur plusieurs années. Ce projet vise à améliorer les estimations de la rémunération brute des entreprises et du nombre de salariés, de même qu'à réduire le fardeau de réponse des entreprises. Étant donné ce changement méthodologique, les estimations de l'emploi mesurées à partir de données administratives peuvent montrer un modèle saisonnier différent de celui des données obtenues à l'aide de questionnaires, ce qui ne peut être déterminé que dans le contexte d'une période plus longue.

Statistique Canada continue d'examiner ces répercussions et est disposé à aider les utilisateurs à interpréter correctement ses données. Les données de l'EERH (surtout celles de l'emploi) doivent être utilisées dans le contexte d'une période plus longue afin de minimiser les répercussions; à cet égard, il est également possible d'obtenir la distribution détaillée des secteurs d'activité économique.

Données stockées dans CANSIM: matrices 4285 à 4466, 9438 à 9452, 9639 à 9664 et 9899 à 9911.

Des données détaillées sur les secteurs d'activité ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail seront bientôt disponibles en tableaux ordinaires dans *Emplois, gains et durée du travail* (72-002-XPB, 32 $ / 320 $), dans la publication chronologique *Estimations annuelles de l'emploi, des gains et de la durée du travail, 1984-1996* (disquette: 72F0002XDF, 120 $; Internet: 72F0002XIF, 113 $) et en tableaux confectionnés sur demande. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean Leduc au (613) 951-4090, Division du travail. Télécopieur: (613) 951-4087. Internet: *labour@statcan.ca*. □

Rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés

Groupe industriel (Classification type des industries de 1980)	Mars 1997	Févr. 1998[r]	Mars 1998[p]	Févr. à mars 1998	Mars 1997 à mars 1998
	données désaisonnalisées				
	$			variation en %	
Ensemble des secteurs	**596,48**	**607,63**	**607,76**	**0,0**	**1,9**
Exploitation forestière et services forestiers	780,96	768,35	782,66	1,9	0,2
Mines, carrières et puits de pétrole	1 051,07	1 118,68	1 126,26	0,7	7,2
Industries manufacturières	725,35	754,49	754,99	0,1	4,1
Construction	690,46	726,93	716,20	-1,5	3,7
Transport et entreposage	722,15	734,63	735,99	0,2	1,9
Communications et autres services publics	786,34	807,94	811,43	0,4	3,2
Commerce de gros	635,69	666,05	670,49	0,7	5,5
Commerce de détail	353,35	365,48	362,33	-0,9	2,5
Intermédiaires financiers et assurances	780,38	783,10	786,84	0,5	0,8
Services immobiliers et agences d'assurances	642,80	632,92	628,03	-0,8	-2,3
Services aux entreprises	675,38	675,95	680,31	0,6	0,7
Services d'enseignement et services connexes	677,09	674,77	674,63	0,0	-0,4
Services de santé et services sociaux	517,07	516,41	513,61	-0,5	-0,7
Hébergement et restauration	235,49	232,54	233,02	0,2	-1,0
Administrations publiques	747,56	739,26	738,41	-0,1	-1,2
Services divers	410,69	408,89	406,05	-0,7	-1,1
Provinces et territoires					
Terre-Neuve	526,77	516,46	521,31	0,9	-1,0
Île-du-Prince-Édouard	477,80	488,09	485,13	-0,6	1,5
Nouvelle-Écosse	500,87	501,09	507,06	1,2	1,2
Nouveau-Brunswick	517,98	519,69	521,89	0,4	0,8
Québec	560,45	573,96	575,26	0,2	2,6
Ontario	637,48	650,54	649,49	-0,2	1,9
Manitoba	522,27	540,32	535,16	-1,0	2,5
Saskatchewan	532,30	537,89	535,66	-0,4	0,6
Alberta	602,73	615,28	615,21	0,0	2,1
Colombie-Britannique	609,65	616,76	618,31	0,3	1,4
Yukon	713,03	686,13	689,58	0,5	-3,3
Territoires du Nord-Ouest	726,92	720,30	723,57	0,5	-0,5

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*

Nombre de salariés

Groupe industriel (Classification type des industries de 1980)	Janv. 1998	Févr. 1998[r]	Mars 1998[p]	Janv. à février 1998	Févr. à mars 1998
	données désaisonnalisées				
	en milliers			variation en %	
Ensemble des secteurs	**11 577**	**11 598**	**11 585**	**0,2**	**-0,1**
Exploitation forestière et services forestiers	68	68	68	0,0	0,0
Mines, carrières et puits de pétrole	149	150	146	0,7	-2,7
Industries manufacturières	1 852	1 870	1 865	1,0	-0,3
Construction	487	492	494	1,0	0,4
Transport et entreposage	488	487	488	-0,2	0,2
Communications et autres services publics	383	382	381	-0,3	-0,3
Commerce de gros	738	734	735	-0,5	0,1
Commerce de détail	1 430	1 421	1 406	-0,6	-1,1
Intermédiaires financiers et assurances	516	516	516	0,0	0,0
Services immobiliers et agences d'assurances	201	201	202	0,0	0,5
Services aux entreprises	781	788	786	0,9	-0,3
Services d'enseignement et services connexes	934	935	932	0,1	-0,3
Services de santé et services sociaux	1 215	1 216	1 214	0,1	-0,2
Hébergement et restauration	840	842	834	0,2	-1,0
Administrations publiques	670	669	668	-0,1	-0,1
Services divers	682	685	682	0,4	-0,4
Provinces et territoires					
Terre-Neuve	150	149	148	-0,7	-0,7
Île-du-Prince-Édouard	48	48	47	0,0	-2,1
Nouvelle-Écosse	323	322	318	-0,3	-1,2
Nouveau-Brunswick	264	263	262	-0,4	-0,4
Québec	2 739	2 758	2 757	0,7	0,0
Ontario	4 538	4 561	4 553	0,5	-0,2
Manitoba	435	434	435	-0,2	0,2
Saskatchewan	347	347	344	0,0	-0,9
Alberta	1 206	1 212	1 208	0,5	-0,3
Colombie-Britannique	1 490	1 476	1 467	-0,9	-0,6
Yukon	15	15	15	0,0	0,0
Territoires du Nord-Ouest	25	25	25	0,0	0,0

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*

■

Incidence de la technologie et du commerce sur l'écart salarial entre les cols blancs et les cols bleus du secteur de la fabrication

Le document analytique intitulé *L'incidence de la technologie et du commerce sur les écarts salariaux entre les travailleurs de la production et la main-d'oeuvre indirecte dans le secteur manufacturier canadien* paraît aujourd'hui. Il examine l'écart entre les cols blancs et les cols bleus dans le secteur de la fabrication à la fin des années 80 et au début des années 90, période où l'écart salarial entre ces deux groupes s'est accentué.

Le document révèle que l'écart salarial s'est le plus élargi dans les branches d'activité où les importations ont augmenté. Il constate également que cet écart est attribuable à l'utilisation de nouvelles technologies de pointe, particulièrement les technologies associées à la fabrication et à l'assemblage, ainsi qu'à l'inspection et aux communications.

Depuis le début des années 70, la demande de main-d'oeuvre indirecte (essentiellement les cols blancs) a augmenté par rapport à la demande de travailleurs de la production (essentiellement les cols bleus). La main-d'oeuvre indirecte a toujours touché un revenu plus élevé que les travailleurs de la production, mais l'écart des salaires entre les deux groupes s'est

accentué au cours des années 80 et au début des années 90.

Durant cette période, les usines ont adopté plusieurs nouvelles technologies de pointe. C'est dans les technologies de l'inspection et des communications (durant la révolution de la fabrication légère) que les technologies de pointe ont pénétré le plus profondément. Les usines ayant recours à ces technologies ont payé des salaires relativement plus élevés à leur main-d'oeuvre indirecte et à leurs travailleurs de la production.

L'incidence de ces technologies sur le revenu a toutefois été plus importante pour les travailleurs de la production que pour la main-d'oeuvre indirecte. L'avantage salarial était moins élevé là où ces technologies de communications de pointe étaient utilisées. Par ailleurs, les technologies de fabrication de pointe, lesquelles ont connu un moins grand essor dans ce secteur au Canada, ont entraîné une hausse du salaire relatif de la main-d'oeuvre indirecte.

L'incidence de la technologie sur les changements qui se sont produits dans l'écart salarial est complexe. Curieusement, les technologies de pointe les plus répandues (domaines de l'inspection et des communications) ont entraîné le rétrécissement et non l'élargissement de l'écart salarial, sauf dans le cas des usines fortement capitalistiques. Il en va de même pour les technologies de fabrication et d'assemblage de pointe. Par conséquent, l'écart salarial s'est le plus élargi dans les grandes usines ayant de forts investissements en capital et qui utilisaient ces technologies.

Le deuxième facteur lié à l'écart salarial entre les compétences était l'orientation exportatrice de la branche d'activité. Les branches à fortes exportations ont été celles où l'écart entre les compétences était le plus faible. Lorsque les importations était élevées, l'écart entre les compétences était le plus large. Dans les branches où la progression des exportations dépasse celle des importations, l'écart entre les compétences a diminué. Dans les branches où ce sont les importations qui ont le plus augmenté, l'écart s'est accentué.

En résumé, toute une série de facteurs ont eu une incidence sur le mouvement de l'écart salarial entre la main-d'oeuvre qualifiée et non qualifiée. L'ouverture de plus en plus grande de l'économie a partiellement contribué à l'écart salarial entre la main-d'oeuvre plus qualifiée et celle qui l'est moins, mais l'évolution des applications technologiques (particulièrement dans les usines capitalistiques) a également joué un rôle important.

Le document analytique intitulé *L'incidence de la technologie et du commerce sur les écarts salariaux entre les travailleurs de la production et la main-d'oeuvre indirecte dans le secteur manufacturier canadien* (11F0019MPF, n^{o} 98, 5 $; Internet: 11F0019MIF, n^{o} 98, gratuit) est maintenant en vente. Pour commander, communiquez avec Louise Laurin au (613) 951-4676 ou consultez le document sur Internet à l'adresse *www.statcan.ca*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec John Baldwin au (613) 951-8588, Division de l'analyse micro-économique. Internet: *baldjoh@statcan.ca*. ■

Dépenses en immobilisations par type d'actif

1996

Les dépenses en immobilisations pour la construction ont atteint 80,3 milliards de dollars en 1996, en hausse de 5,1 % par rapport à 1995. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation de 5,2 milliards de dollars de la construction de bâtiments, alors que les travaux de génie ont diminué de 1,3 milliard.

En 1996, la construction résidentielle a atteint 32,6 milliards de dollars. Les dépenses pour la construction résidentielle ont augmenté de 11,6 % par rapport à 1995 et étaient principalement à l'origine de la hausse de la construction de bâtiments. Sauf au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, cette croissance du secteur résidentiel a été observée à travers tout le pays (surtout en Ontario et au Québec).

Le déclin de 1,3 milliard de dollars des dépenses pour les travaux de génie est principalement attribuable à la diminution des dépenses pour les voies rapides, les routes et les rues (-0,5 milliard de dollars), pour les égouts vannes, les égouts pluviaux, les égouts collecteurs et les fossés (-0,2 milliard de dollars), pour les centrales électriques (-0,5 milliard de dollars), pour les pipelines de gaz naturel (-0,6 milliard de dollars) ainsi que pour les autres travaux de génie (-0,4 milliard de dollars). Cette diminution a été freinée par un gain dans les travaux de génie pour les aqueducs (stations de pompage et les usines de filtration, +0,2 milliard $), dans les travaux de génie liés aux communications (tours de communication, antennes, stations terrestres, y compris les satellites, +0,6 milliard de dollars), dans les travaux de génie pour les installations minières (bâtiments miniers pour l'enrichissement des minéraux, +0,1 milliard de dollars).

Les dépenses en immobilisations pour les machines et le matériel se sont établies à 55 milliards de dollars en 1996, en hausse de 3,6 milliards de dollars par rapport à 1995. Cette augmentation est

imputable à la hausse des dépenses pour le matériel de transport (+1,9 milliard de dollars), le matériel de communication et de bureau (+1,0 milliard de dollars), les autres machines et matériel (+0,5 milliard de dollars) et le matériel de transformation (+0,2 milliard de dollars). L'Ontario a contribué à 61 % de la hausse des dépenses en machines et matériel.

L'augmentation des dépenses pour le matériel de transport est attribuable en grande partie à l'industrie de la finance et des assurances, grâce à l'augmentation de 1,7 milliard de dollars des dépenses en capital pour l'achat d'automobiles. Les entreprises se sont également tournées vers la location au lieu de l'achat.

La hausse des dépenses pour le matériel de communications et de bureau est en grande partie attribuable à l'augmentation des dépenses pour les ordinateurs. L'industrie des services aux entreprises, l'industrie des communications et les autres industries de services ont représenté 82 % de l'augmentation des dépenses pour les ordinateurs.

Données stockées dans CANSIM: matrices 3150 à 3155.

La publication *Dépenses en immobilisations par type d'actif, 1996* (61-223-XIB, 32 $) est disponible en version internet seulement. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Gilbert Paquette au (613) 951-9818 ou composez sans frais le 1 800 571-0494, Division de l'investissement et du stock de capital. Internet: *gilbert@statcan.ca*. ■

Acier en formes primaires

Semaine se terminant le 23 mai 1998 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 23 mai 1998 a atteint 270 881 tonnes métriques, en baisse de 0,02 % par rapport aux 270 928 tonnes de la semaine précédente et de 9,6 % par rapport aux 299 756 tonnes de la semaine correspondante de 1997.

Le total cumulatif au 23 mai 1998 est de 6 348 044 tonnes métriques, en hausse de 6,7 % comparativement aux 5 950 738 tonnes de la même période en 1997.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Huguette Montcalm au (613) 951-9827, Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. Internet: *monthug@statcan.ca*. ■

Revue des céréales et des graines oléagineuses

Mars 1998

Des renseignements sur la production, les stocks, les prix au comptant et les cours à terme, la qualité des cultures, le traitement intérieur, les exportations, les livraisons des agriculteurs et des analyses de bilan peuvent être trouvés dans le numéro de mars 1998 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses*.

Constituant une vue d'ensemble des conditions courantes de commercialisation tant au Canada que sur le marché international, le rapport de la situation d'avril est inclus dans le numéro de mars 1998 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XPB, 15 $ / 149 $), qui paraîtra en juin prochain. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Rick Burroughs au (613) 951-2890, Sous-section de la commercialisation du grain, Division de l'agriculture. Internet: *burrric@statcan.ca.* ■

Stocks de viande congelée

Mai 1998

Au premier jour ouvrable de mai, 44 481 tonnes métriques de viande congelée reposaient dans les entrepôts frigorifiques, comparativement aux 43 267 tonnes d'avril dernier et aux 39 937 tonnes d'il y a un an.

Données stockées dans CANSIM: matrices 87 et 9517 à 9525.

Les données sont également disponibles sans frais sur Internet à l'adresse *www.statcan.ca* sous la rubrique «Produits et services», «Publications téléchargeables» et «Index des publications téléchargeables».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Tony Dupuis au (613) 951-2511, Division de l'agriculture. Internet: *duputon@statcan.ca*. ■

Stocks de poisson congelé

1997

Les données sur les stocks de poisson congelé à la fin de l'année sont maintenant disponibles pour 1997.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Peter Zylstra au (613) 951-3511, Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. Internet: *zylspet@statcan.ca*. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois, mars 1998
Numéro au catalogue: 25-001-XPB
(Canada: 8$/73$; à l'extérieur du Canada: 8$US/73$US).

Le point sur la population active – travailleurs âgés, printemps 1998
Numéro au catalogue: 71-005-XPB
(Canada: 29$/96$; à l'extérieur du Canada: 29$US/96$US).

La violence familiale au Canada – un profil statistique, 1998
Numéro au catalogue: 85-224-XIF
(Gratuit).

La violence familiale au Canada – un profil statistique, 1998
Numéro au catalogue: 85-224-XPF
(Canada: 25$; à l'extérieur du Canada: 25$US).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XFB la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204-XPF, Canada 16$; à l'extérieur du Canada: 16$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

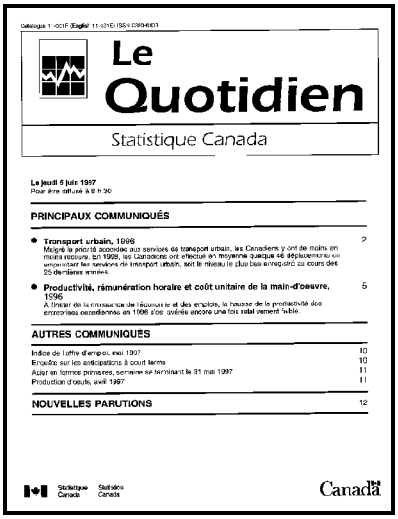
Pour commander les publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 800 889-9734**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**
Internet:	**order@statcan.ca**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996** 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'oeufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédacteur: Alain Garneau (613) 951-1187, garnala@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Chantal Prévost (613) 951-1088, prevcha@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1998. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.